



Dans le Syunik, les positions arméniennes sont parfois distantes de celles des Azéris de seulement quelques mètres...



Un groupe de volontaires dans les faubourgs de Goris.

Arménie UN PEUPLE EN DANGER DE MORT

Après l'agression militaire de l'Azerbaïdjan il y a un mois, les habitants des villages arméniens frontaliers organisent leur propre défense, persuadés qu'une nouvelle attaque se prépare. Tout le pays est convaincu que sa protection et sa sécurité passent par une aide de la communauté internationale. À commencer par celle de la France, l'amie historique.

De nos envoyés spéciaux Jean-Christophe Buisson
et Antoine Agoudjian (photos pour Le Figaro Magazine)

Ils sont là. » À travers la fenêtre fendillée au-dessus de l'évier de sa cuisine, Mariné indique la colline surplombant sa ferme. On distingue au loin des silhouettes et les ombres de ce qui semble être des véhicules : des canons de l'armée azerbaïdjanaise, en fait. Ceux-là mêmes qui, il y a un mois, ont lancé 15 obus sur ce paisible bourg montagnard arménien de 400 âmes. Le village isolé de Vaghatur se situe au nord de la ville de Goris, dernière grande ville avant la route qui mène au Haut-Karabakh (Artsakh pour les Arméniens, qui ont proclamé en 1991 l'indépendance de cette région enclavée en 1921 sur ordre de Staline au sein de l'Azerbaïdjan turcophone musulman). Traversé par un filet d'eau qui se prétend ruisseau, il est bâti dans une vallée étroite, à flanc de montagne. Sur la piste qui grimpe jusqu'à la mairie, chiens, poules et cochons trottaient en quête de nourriture. Se succèdent des maisons en pierre, un jardin de ruches, des étables. Plus on se rapproche du sommet, plus le paysage change. Ici, la carresse retourne d'une Lada. Là, des conduites de gaz éraflées par des éclats d'obus. Plus loin, des toits recouverts de plaques de métal comme autant de pansements cachant des plaies récentes. Même si toutes ses fenêtres ont été changées, la façade du seul bâtiment administratif de Vaghatur porte elle-même les stigmates de l'attaque nocturne du 13 septembre.

« CHASSER LES ARMÉNIENS COMME DES CHIENS »

« Il était minuit dix, se souvient Artur Mirzoyan, 29 ans, quand le premier obus est tombé, tiré depuis les hauteurs à quelques centaines de mètres. Cela a duré toute la nuit. Des têtes de bétail ont été tuées et j'ai emmené un blessé le lendemain à l'hôpital, mais il n'y a pas eu de mort, grâce à Dieu. » Vaghatur a été un des premiers villages de la République d'Arménie bombardés lors du soudain assaut des armées d'Ilham Aliyev sur une quinzaine de points de la frontière. L'essentiel des attaques s'est porté au sud-est du lac Sevan, dans la région de la ville balnéaire de Jermuk. Laisant pen-

ser que Bakou escomptait lancer une autre attaque depuis son exclave occidentale du Nakhitchevan. Objectif : couper son pays voisin en deux en isolant le Syunik, cette région du sud que revendique ouvertement le dictateur azéri (qu'il a baptisée le Zanguezour occidental). Après le Haut-Karabakh, dont Aliyev rêve de « chasser comme des chiens » les 120 000 Arméniens qui y vivent encore, l'Arménie se verrait alors amputé de son territoire frontalier avec l'Iran et le rêve du couloir turcique reliant le Bosphore au Xinjiang chinois pourrait voir le jour. Et Erdogan exulter.

DES UNITÉS DE VOLONTAIRES DANS LES VILLAGES

Encore faudrait-il que les Arméniens se laissent faire. À Vaghatur comme dans les autres villages voisins de Khoznavar et Khnatsakh, mais aussi à Sotk, Tegn ou Vardenis, les populations ont peur mais ne plient pas bagage. Ce n'était déjà pas le cas avant l'été, quand, par-delà la frontière toute proche, étaient braqués la nuit sur les maisons de puissants projecteurs ou que des pneus enflammés étaient lancés sur les habitations depuis le sommet des collines ; ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui. « Non seulement cette pluie d'obus ne nous a pas intimidés au point que nous partions, comme c'était sans doute le but des Azéris, mais elle a renforcé notre détermination à rester, assure le maire, Hovhannes Hovhannesyan. Des jumeaux qui avaient quitté le village pour leurs études ou leur travail sont même revenus s'installer pour partager notre destin. Et nous aider à nous défendre. »

Pas question d'être des agneaux tendant aimablement leur cou aux bourreaux azéris. À l'instar d'autres villages frontaliers devenus de facto des villages frontières, Vaghatur est désormais doté d'une unité de défense. Tout le monde s'est coté pour lui procurer des armes, des casques et des vêtements (en nombre néanmoins insuffisant) et équiper ses volontaires qui patrouillent jour et nuit, fusil de chasse ou kalachnikov sur l'épaule et jumelles autour du cou. Ancien sergent dans l'artillerie, blessé au pied à Mekhakavan (Jabrayil pour les Azéris) durant la « guerre des 44 jours » à l'automne 2020, Artur est un des rares à posséder une expérience militaire. Il



“Depuis l’attaque des Azéris, il y a un mois, personne n’est parti du village et personne ne partira”

forme ses voisins, paysans comme lui, au maniement des armes et à la surveillance de l’ennemi. Ailleurs dans le pays, l’organisation Yoma (littéralement « l’art de la survie ») propose des stages de formation beaucoup plus professionnels. Encadrés par des réservistes, des états militaires ou des membres de la diaspora venant des États-Unis, de France ou de Russie, des jeunes à partir de 16 ans (parfois moins...) apprennent les techniques de combat élémentaires (avec armes à feu ou... arc et flèches), mais aussi les gestes de premier secours, la cartographie, l’escalade (utile dans ces pays de montagnes à plus de 1500 mètres d’altitude).

« Nous sommes prêts à nous battre physiquement dans la mesure où l’armée arménienne n’est pas assez forte seule pour affronter nos ennemis, trois fois plus nombreux, mais nous voulons aussi et surtout gagner la guerre psychologique en leur montrant que leurs menaces et leurs intimidations depuis les hauteurs du village n’ont aucun effet sur nous. Depuis un mois, personne n’est parti et personne ne partira. » Mieux : les projets se multiplient. Grâce au Fonds arménien de France, Artur lui-même a diversifié ses activités. Il n’est plus seulement cultivateur (orge et blé). Grâce au FAF, d’autres villageois ont accru la taille de leurs vergers et acquis du matériel de labour qu’ils utilisent à haute intensité depuis quelques jours. Face aux tumeurs, des tracteurs.

“LE FEU NOUS POURSUIT”

Mariné est encore plus dynamique. Sûr, sort du cellier creusé dans la roche et transformé durant deux jours en abri antiguerrre pour ses beaux-parents, son mari, son turbulent petit garçon et elle, elle a mis les bouchées doubles pour inaugurer une boulangerie à l’entrée de sa ferme, ouvrir un jardin d’été et préparer le chantier de restauration des deux églises du village (« ce sont elles qui nous ont protégées lors de l’attaque »). La foi pour se relier au passé, l’école pour envisager l’avenir, le pain pour assurer le présent. À elle seule, Marine symbolise l’Arménie résistante et résiliante.

Et que dire de Kristine Aloyan, institutrice d’une quarantaine d’années ? Le 17 octobre 2020, elle a quitté à pied sa ferme de Tsaghkaber, dans la région de Kashtagh, au Haut-Karabakh, avec son mari, ses trois enfants et ses vaches. Cette famille était l’une des dernières à être restées dans le vil-



Même les enfants apprennent à manier les armes pour défendre leurs villages du Syunik. En haut, un paysan du Gegharkunik, après l’attaque azérie du 13 septembre. Ci-dessus, une mère pleure la perte de son fils, tué en 2020.

lage assiéé. Trois jours plus tard, les forces spéciales azérides (des tristement célèbres « bérêts marron », exalés dans un jeu vidéo en ligne disponible sur la plate-forme Steam dans lequel on les voit envahir l’Arménie et massacrer ses habitants) investissaient les maisons de la bourgade. À Vaghatur, les Aloyan ont été logés dans une maison que son propriétaire leur loue à un prix modéré. Sur le balcon qui surplombe la courtoie où se tiennent souvent quatre vaches, des tapis de maïs, de tomates et de haricots destinés aux saisons. Dans la pièce principale, un canapé fatigué et une table recouverte d’une toile cirée. « Comme les cinq autres familles d’Artsakh réfugiées ici, nous avons le sentiment que le feu nous poursuit », soupire Kristine en nous montrant, pendue à un clou, une pochette transparente dans laquelle se trouvent les papiers d’identité de la famille. « Au cas où l’on doive partir précipitamment », ajoute-t-elle en plantant dans notre regard son œil noir creusé de lassitude et de tristesse.

En ce début d’automne, toute la frontière arménienne est en alerte. Certaines zones sont interdites d’accès, réservées aux seules forces militaires mobilisées qui y accèdent par camions. Partout, la même demande : des armes et des équipements pour résister au prochain assaut des Azéris qui, pour tout le monde, ne manquera pas d’advenir. « Tant qu’Aïlevne se penche sur la communauté internationale, assure un expert des relations diplomatiques installé à Erevan. Mais la Russie, via l’organisation du traité de sécurité collective (OTSC), n’est-elle

pas tenue de protéger les Arméniens d’Arménie comme elle est tenue de le faire pour ceux de l’Artsakh où elle a déployé une force d’interposition 1 960 soldats ? « Le cessez-le-feu a été violé plus de quinze fois depuis le 15 septembre, et les Russes n’ont pas bougé le petit doigt, éclate Areg, étudiant à Goris. De même qu’il ne s’est rien passé en Artsakh ces derniers mois quand des civils arméniens ont été tués des chevaux volés, des hameaux vidés de leurs habitants. Hier, les Russes ne voulaient pas nous protéger. Depuis leur guerre en Ukraine, ils ne peuvent même plus ».

À l’entrée du corridor de Latchine, qui mène en Artsakh, le premier check-point russe est occupé par deux jeunes engagés originaires de la mal nommée région Amour. Une mitrailleuse est pointée sur la route. Sur leurs treillis figure un Z explicite. Tout en nous empêchant d’aller plus loin, ils confessent leur faible motivation à demeurer ici, alors qu’ils préféreraient être en train de « dénazifier l’Ukraine ». Peu probable qu’ils défendent les Arméniens en cas de reprise du conflit...

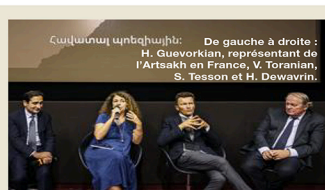
SAUVAGERIES AZÉRIDES

Cette évidence – l’absence de soutien de la Russie – n’est pas partagée officiellement par le président du pays, Vahagn Khatchaturian, qui nous reçoit dans une vaste salle du palais présidentiel. Stature élégante, œil pétillant, un faux air de Gérard Darmon, il a conscience que ses pouvoirs sont aussi limités que ceux d’un président de la III^e République en France, mais sa voix est écoutée. Et s’il reste en effet prudent et évasif sur le rôle de la Russie, il insiste beaucoup sur l’idée que seule la communauté internationale peut garantir la sécurité des Arméniens de l’Artsakh mais aussi de ceux de l’Arménie entière (« les sauvageries des Azéris », « Sauvageries »). Le mot est fort, mais juste. Comment qualifier autrement le sort réservé à la soldate Gayane Agbaryan, torturée et démembrée après avoir été capturée, et dont les photos de son corps supplicié – ses doigts coupés enfoncés dans la bouche, une pierre posée sur l’orbite de son œil arraché – ont été publiées par ses bourreaux ? Ou encore cette exécution de prisonniers →

Si tant est qu’ils l’aient voulu un jour, les Russes ne peuvent plus assurer la sécurité des Arméniens



Check-point russe du corridor de Latchine, porte d’entrée en Artsakh



CES FRANÇAIS DU MONDE CULTUREL AU CHEVET DES ARMÉNIENS

Hugues Dewavrin ressemble plus à Donald Trump qu’à un général MacArthur, mais c’est bien au chevet des forces armées américaines pendant la guerre du Pacifique que cet ancien militant politique reconverti dans l’humanitaire a emprunté, il y a quelques jours, la formule « Je reviendrai ». Ou plutôt : « Nous reviendrons ». C’était après avoir été empêché d’entrer en Artsakh/Haut-Karabakh, malgré un visa en bonne et due forme. Pour manifester le soutien du monde culturel aux Arméniens d’Artsakh et d’Arménie, le fondateur des Écrans de la Paix a eu l’idée au printemps dernier d’organiser un festival Paris-Stepanakert-Erevan. « Depuis quinze ans, nous sillonnons les zones sinistrées par les conflits pour offrir un peu de lumière, de joie, d’émotion à des enfants aux familles en leur montrant des films. Le catalogue de notre cinéma itinérant est riche de milliers de films que nous avons pu diffuser dans des lieux aussi symboliques que Kaboul, Mossoul ou des prisons pour enfants en République démocratique du Congo... » Autant dire que monter l’opération dans la capitale de l’Artsakh ne s’annonçait guère difficile pour l’équipe aguerrie de l’association, dirigée par le cinéaste quadragénaire Nicolas Bary, secondé par Cécile Massie. Et pourtant. L’armée russe qui surveille et contrôle le corridor de Latchine par lequel devaient arriver les participants, à savoir le réalisateur des *Enfants de Trnopolj* lui-même, mais aussi Sylvain Tesson et Valérie Toranian, la directrice de *La Revue des Deux Mondes*, invitée à un débat littéraire avec l’auteur et « l’acteur » de *La Panthère des neiges*, leur a refusé l’accès à l’Artsakh. Sans explication, sinon cet adjectif, accolé à leurs noms respectifs : « indésirable ». Consignes des Azéris, qui considèrent comme leur ce pays peuplé pourtant de 120 000 Arméniens ? Décision autonome des Russes alors que la tension avec Paris n’a, il est vrai, jamais été aussi forte ? À défaut de connaître la raison, les festivaliers ont tenu leurs engagements : physiquement dans la capitale arménienne, à Erevan (au centre Tumo) ; « en distanciel », via Zoom, à Stepanakert, où les films ont été projetés *in absentia*. En attendant l’an prochain, donc. Quand « nous reviendrons ».

J.-Ch. B.



arméniens à Ishkhanasar, filmée par les Azéris eux-mêmes et diffusée sur les réseaux sociaux ? Une vidéo parfaitement authentifiée, selon la francophone Kristine Grigoryan, ombudsman, défenseur des droits de l'homme de la République d'Arménie, à peine étonnée d'apprendre que le procureur général de Bakou a prétendu qu'il s'agissait d'un montage. « Cette vidéo est d'autant plus crédible si l'on observe ce dont s'est révélée coupable l'Azerbaïdjan lors de l'attaque il y a un mois : tirs sur des véhicules et des bâtiments civils ou sur des journalistes, tortures ou traitements inhumains des prisonniers comme nous l'avons constaté sur 16 des 17 qui ont été restitués. »

LE SPECTRE D'UN NOUVEAU GÉNOCIDE

Le président Khatchatourian veut croire que la modernisation de l'armée arménienne, réorganisée en s'appuyant moins sur la cavalerie et l'artillerie que sur des unités de combat mobiles, qui commencent à se doter de drones et qui tentent de diversifier ses fournisseurs d'armes, est porteuse d'espoir. Mais il faudra au moins deux ans pour atteindre ses objectifs. Comment se protéger d'ici là ? À Prague, début octobre, lors du premier sommet de la Communauté politique européenne, une rencontre quadripartite à l'initiative d'Emmanuel Macron a réuni le premier ministre arménien, le président azerbaïdjanais et le président du Conseil européen Charles Michel. Il en est sorti des promesses d'apaisement et l'envoi d'une mission d'observateurs de l'Union européenne le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise pour délimiter définitivement celle-ci et « établir la confiance ». Désireux ? Nikol Pachinyan, qui nous reçoit à Erevan, ne dé-

Les Arméniens se demandent pourquoi les exactions de l'armée azérie ne sont pas plus dénoncées

pense pas, quoique sa mine épuisée sinon accablée dise un peu le contraire. « Si cette mission est entravée dans ses activités, le coupable ne manquera pas d'être sanctionné », veut-il croire en pensant très fort à Aliev dans ce rôle-là. Selon lui, le président français s'est montré particulièrement rassurant. Durant notre entretien, il redira à plusieurs reprises son admiration et sa confiance en lui. Comme si le président français lui avait offert des garanties précieuses sur l'avenir. Et le chef du gouvernement arménien de nous assurer que « les accords de Prague sont d'une importance historique pour l'Arménie ». Reste qu'à ce jour, le pays est encore occupé par les troupes azerbaïdjanaises sur 50 km². Le statut du Haut-Karabakh/Artsakh n'est pas défini, la sécurité de ses habitants tout sauf assurée et rien ne dit qu'il ne soit pas sacrifié sur l'autel d'une garantie de l'intégrité territoriale de la République d'Arménie. En ce cas, ses habitants actuels seraient contraints de quitter leurs terres : l'Histoire lointaine et récente a prouvé qu'un Arménien ne pouvait être un citoyen azerbaïdjanais. Ou alors mort. Et pendant ce temps, à Vaghatour et dans tous les villages de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, on se couche chaque soir avec la crainte d'un nouveau 13 septembre. ■

Jean-Christophe Buisson

LA LETTRE DE SYLVAIN TESSON À EMMANUEL MACRON

“Monsieur le Président les Arméniens vous appellent”

De retour de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, l'écrivain a adressé cette semaine une lettre au président de la République. Il lui demande d'agir avant que le Haut-Karabakh et l'Arménie ne soient effacés de la géographie et de l'Histoire au nom de l'expansionnisme turc.



Paris, le 10.X.2022.

Monsieur le Président,

Au moment où vous réunissiez autour de la table pragoise les présidents turc et azéri et le premier ministre arménien, je me trouvais en Arménie à la frontière du Haut-Karabakh (Artsakh), dans les villages que les bombes de Bakou venaient de frapper. J'y rencontrais des Arméniens qui rebâtissaient leurs maisons. Ils préféraient lutter que migrer. Qui s'occupe de ceux qui demeurent ?

Après qu'il vous a quitté, le premier ministre m'a reçu. J'ai vu un homme brisé, résigné. Certes, il était heureux d'avoir croisé en vous un regard, redécouvert une stature. Mais déjà, son discours sonnait comme l'oraison du pays dont il a la charge et pressent l'agonie. L'Arménie est en passe de disparaître. Déjà sa part orientale lui est soustraite.

En attaquant le territoire souverain, le président d'Azerbaïdjan s'est rendu coupable d'une forfaiture pas moins barbare – dans son principe et toutes proportions gardées – que celle de V.V. Poutine. Dans son motif, la forfaiture est pire.

Poutine veut prendre la géographie. Aliev veut annuler l'Histoire.

Le premier conquiert. Le second efface.

Or, vous le savez (car depuis la guerre de 2020 vous n'avez jamais trahi les liens immémoriaux qui nous attachent à cet éclat de l'Europe fiché au seuil de l'Orient), l'Arménie n'est pas un territoire comme un autre.

Sa foi, son histoire, sa mémoire, sa culture, son chagrin, sa terre et ses morts en font le poste avancé de l'Europe. L'Arménie est notre ombre projetée au seuil de la steppe. Anomalie démocratique au milieu des satrapies, le petit verrou entrave l'expansion turque. Sa mort ne sera pas une mort comme les autres à l'effigie du concert des nations.

Les Arméniens ne demandent qu'une chose. Celle qu'on demande à la France puisque c'est la France qui a inventé cette prière, il y a deux siècles : le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Déjà s'élevaient les voix du renoncement. « Cédez le Haut-Karabakh pour sauver l'Arménie ! Faites comme les bêtes prises au piège : amputez-vous d'un membre ! » Mais le Haut-Karabakh n'est pas un membre, c'est un cœur.

On ne saute un être en lui arrachant le cœur.

Vers qui les Arméniens peuvent-ils se tourner ? Les Russes l'appartenance plus au cercle de la raison.

Reste la France. Les Arméniens l'ont au cœur. Ils n'ont qu'elle à leur côté. Elle a inventé le secours porté aux peuples bafoués. À Erevan, personne ne conçoit qu'elle puisse se contenter d'assister à l'euthanasie historique, comme un médecin légiste.

Les Arméniens vous appellent.

Les liens de la civilisation nous attachent à ce pays. Ce sont des liens plus nobles que les gazoducs qui eux aussi relèvent les nations.

La France saura-t-elle prendre le risque d'entraîner ses alliés à se lever pour l'Arménie ?

La Prague, il était question de sortie de crise. Vous seul pouvez tenter une entrée dans l'Histoire.

Veuillez, Monsieur le président de la République, croire à l'assurance de ma très haute considération.

Sylvain Tesson